



REVUE DE PRESSE TOURISTIQUE du 10 février 2022

Mission Communication

SOMMAIRE

01 **ECONOMIE** P3

CAISSE AERIENNE DE GARANTIE : LE MODELE DANOIS EST « TRANSPOSABLE »
EN FRANCE, P3

02 **CONJONCTURE** P5

LES INTENTIONS DES EUROPEENS BAISSENT PAR RAPPORT AU PRINTEMPS 2021 P5

03 **FILIERES** P7

LE TOURISME DURABLE A L'HONNEUR SUR LE ROOFTOP DE L'HOTEL FESCH P7
TOURISME : ACCELERER LA TRANSITION ECOLOGIQUE DES STRUCTURES..... P8

04 **DIVERS** P9

PRESIDENTIELLE : LES 10 PROPOSITIONS DE L'ALLIANCE FRANCE TOURISME..... P9

ECHO TOURISTIQUE DU 10 FEVRIER**CAISSE AERIENNE DE GARANTIE : LE MODELE DANOIS EST « TRANSPOSABLE » EN FRANCE, SELON ERIC DRESIN**

<https://www.lechotouristique.com/article/caisse-aerienne-de-garantie-le-modele-danois-est-transposable-en-france-selon-eric-dresin>

Comment protéger les agences et leurs clients de la défaillance d'une compagnie aérienne ? Le modèle danois est très inspirant, explique Eric Drésin dans une interview à L'Echo touristique.

L'Echo touristique : La Commission européenne réfléchit à l'évolution de la directive sur les voyages à forfait. Où en est le projet ?

Eric Drésin (secrétaire général de l'Association des agents de voyages et TO européens) : La Commission s'apprête à démarrer une consultation publique, afin d'évaluer s'il est nécessaire d'entreprendre une réforme de la directive. La consultation pourrait durer six semaines. Ensuite, si une révision est envisagée, elle pourrait ainsi intervenir en 2024. Juste avant les élections européennes.

L'Ectaa a justement déclaré qu'il était urgent de réformer la directive européenne sur les voyages à forfait...

Eric Drésin : Ce qui nous soucie de plus en plus, c'est la protection contre l'insolvabilité des fournisseurs, et en particulier des compagnies aériennes. Avec la crise, nous recevons un nombre croissant de notifications de suspension de compagnies du BSP, de la part de Iata. Ce qui signifie que nous devons arrêter d'émettre des billets d'avion sur ces transporteurs en difficulté. Depuis le 2 décembre 2021, nous avons eu des notifications pour Air Sinai en Israël, Ego Airways en Italie, Belavia en Biélorussie, Aerobell en Amérique centrale, Blue Panorama en Italie. Cela questionne, alors même que nous ne sommes pas dans une phase de reprise intensive.

Comment se protéger de l'insolvabilité des compagnies ?

Eric Drésin : Un système de protection contre la faillite des compagnies existe déjà au Danemark, depuis plusieurs années. Un fonds de garantie « droit des passagers » a été créé sur le modèle du fonds qui existait déjà pour les voyages à forfait. Les passagers se voient prélever de 0,30 euro par billet, pour toutes les compagnies qui décollent et atterrissent au Danemark. Cela alimente un fonds qui est « capé » : lorsqu'il atteint un certain montant, le prélèvement est stoppé (lire Le « modèle danois » en bref ci dessous).

Les Pays-Bas ont lancé un projet, l'Allemagne y réfléchit.

Le principe est-il transposable au niveau européen ? Au niveau des Etats membres ?

Eric Drésin : Le modèle est tout à fait transposable au niveau européen. Il faudrait alors le même mécanisme applicable partout au même moment, ce qui s'avèrerait toutefois assez compliqué. La création de fonds de garantie nationaux serait sans doute plus facile. Le modèle a été mis en œuvre par le Danemark. Mais il pourrait tout à fait être mis en œuvre par d'autres pays comme la France.

Le Danemark est le seul pays à avoir mis en place cette caisse de garantie aérienne ?

Eric Drésin : C'est le seul de l'Union européenne, oui, pour protéger ainsi les clients contre la faillite des compagnies aériennes. Les Pays-Bas ont lancé un projet, l'Allemagne y réfléchit. Au niveau de l'Ectaa, nous parlons de cet exemple danois depuis plus de 20 ans. Mon prédécesseur avait eu des échanges, en vue d'un fonds mondial. Mais les attentats du 11 septembre ont mis le projet au placard : les compagnies ont alors décidé de geler toutes les discussions.

Aujourd'hui, les compagnies aériennes ne doivent pas tellement aimer cette idée...

Eric Drésin : Elles sont vent debout contre ! Les compagnies disent que le système va créer un surcoût pour le client... Elles défendent leurs intérêts, avec efficacité pour l'instant.

Dernier sujet, regrettez-vous toujours le manque d'harmonisation au niveau de l'Union européenne, qui perdure en cette période d'assouplissement des conditions d'entrée ?

Eric Drésin : Le climat est actuellement favorable à la reprise du secteur. Le problème, c'est qu'il est toujours compliqué d'avoir de la visibilité sur l'évolution des conditions d'entrée. Imaginons qu'un nouveau variant arrive, nous serons toujours dans une approche désorganisée des Etats membres. Nous avons besoin d'une coordination européenne, et même mondiale, ce qui doit passer par le dialogue entre régions du monde.

Le « modèle danois » en bref

La genèse. Le fonds « vols uniquement » est né en 2015, en complément du fonds pour les forfaits créé en 1979. En 2020, il atteignait 13M€, soit le montant maximal défini par la loi.

Le champ d'application. Cette caisse de garantie couvre les voyageurs munis d'un billet de vol au départ du Danemark, de et vers une destination internationale.

Quelle contribution par pax ? C'est 0,3€/pax, versé aux autorités danoises.

Quelle couverture ? Les voyageurs bloqués à l'étranger sont ainsi rapatriés par le fonds. Ceux censés partir après la faillite d'une compagnie seront remboursés de leur prépaiement après une déduction de 133€/pax, si les fonds suffisent. Si les fonds sont insuffisants, le système prévoit une couverture proportionnelle.

Un système par palier. Lorsque le fonds atteint 13M€, aucun frais n'est collecté auprès des compagnies aériennes. S'il passe sous 10M€, les contributions sont réactivées. S'il est inférieur à 3,5M€, les frais passent à 0,6€, jusqu'à ce que le fonds soit reconstitué.

r

TOURMAG DU 10 FEVRIER

VOYAGE : LES INTENTIONS DES EUROPEENS BAISSENT PAR RAPPORT AU PRINTEMPS 2021

https://www.tourmag.com/Voyage-les-intentions-des-Europeens-baissent-par-rapport-au-printemps-2021_a112346.html

Ce ne sera pas encore l'hiver de la reprise pour le tourisme en Europe. Malheureusement les restrictions fragmentées et incohérentes aux frontières découragent les réservations, pire même l'intention des Européens de voyager diminue par rapport au printemps et à l'été 2021. Il est temps que l'Europe rouvre et pas en ordre dispersé.

n 2021, tout le monde regardait 2022 comme l'année de la délivrance.

Elle peut encore l'être, mais le début d'année n'est pas vraiment celui espéré par les professionnels du tourisme. Comme le partage la Commission européenne du tourisme (ETC), les restrictions fragmentées et incohérentes aux frontières entravent les décisions de voyage des consommateurs.

Pire même, l'intention des Européens de voyager (61 %) diminue par rapport au printemps et à l'été 2021, malgré tout, elle reste plus forte qu'il y a un an (54 %).

C'est ce que révèle la dernière étude de la Commission européenne du voyage (ETC).

De même, les récentes restrictions introduites par le variant omicron, même pour les voyageurs vaccinés ou rétablis, ont empêché les Européens de se préparer à voyager (-8 %) et en ont laissé beaucoup dans l'incertitude quant à leur prochain séjour.

Europe : l'été s'annonce déjà prometteur

L'hésitation sur le moment du voyage est passée de 11 % en septembre 2021 à 21 % en décembre.

Et en regardant plus loin, les signaux sont encourageants pour l'industrie, surtout pour l'été qui arrive. Les perspectives sont d'ores et déjà prometteuses.

L'intention de rester plus longtemps et de dépenser plus sur la destination choisie est une autre tendance positive parmi les voyageurs.

À court et moyen terme, les Européens ont exprimé le souhait de voir un équilibre sain entre les mesures de protection COVID-19 et la possibilité de se divertir en voyageant.

Ils comptent sur la vaccination (14 %), sur des politiques d'annulation souples (11 %), sur l'efficacité des destinations à gérer le COVID-19 (10 %) et sur la levée totale des restrictions (9 %) pour réaliser leurs envies de voyages.

CORSE MATIN DU 10 FEVRIER

LE TOURISME DURABLE A L'HONNEUR SUR LE ROOFTOP DE L'HÔTEL FESCH

Le tourisme durable à l'honneur sur le rooftop de l'hôtel Fesch

Toute la semaine, cinq équipes d'entrepreneurs développent leur projet à l'hôtel Fesch. Une « résidence d'accélération », qui s'inscrit dans une initiative entrepreneuriale liée au tourisme durable. L'occasion de trouver des solutions concrètes pour des entreprises en devenir



Yanis Taieb et l'équipe d'Ho Carré proposent une plateforme digitale visant à favoriser le circuit court.

PHOTOS PAULE SANTONI

Le rooftop ensoleillé de l'hôtel Fesch avait des allures d'incubateur ce mercredi matin. Ordinateurs portables sur toutes les tables, café à volonté, post-it multicolores disséminés sur des tableaux : le décor idéal pour un pitch en bonne forme.

Et c'est justement ce à quoi se sont attelées les cinq start-up présentes cette semaine.

Après trois phases de sélection et de travail sur les projets, les Ambassadeurs du tourisme durable poursuivent leur résidence d'accélération, destinée à « passer de l'idée au concept ».

« Aujourd'hui, on peut créer des projets en Corse. Il faut conserver cette dynamique »

Le programme est encadré par l'association d'inclusion numérique Emaho, en partenariat avec la M3E (la pépinière d'entreprises de la Capa) et de nombreux partenaires, insulaires ou non. Il a pour objectif d'aider à la mise en œuvre de projets d'entreprises s'inscrivant

dans une démarche de tourisme durable. L'occasion d'améliorer et de concrétiser des projets, qu'ils soient nés avant le programme, ou qu'ils en soient le fruit.

Avec ses amis, Gautier Burelli a fondé Hosta, un concept de constructions légères et au-

tonomes qui permet aux randonneurs ou aux cyclotouristes d'avoir accès à une cuisine ou un point d'eau. « Ici, on a l'occasion de structurer une vision, de mettre en perspective une idée et de trouver une vraie image de marque », explique-t-il. « On va aussi pouvoir se confronter aux acteurs locaux ». En fin de semaine, il devra, comme les quatre autres équipes, présenter son projet devant un jury de partenaires.

S'il a fondé son entreprise avant le début du programme, le projet d'Emeline Bartoli, est lui un pur produit des Ambassadeurs du tourisme durable. La jeune femme est à la tête d'un projet de « studio d'expérience » qui a pour objet la transmission et la valorisation des savoir-faire et des produits locaux. Une sorte de « *traguliniu 2.0* », s'amuse les startupers qui écoutent son pitch. « Ça nous permet de béné-



Les différentes équipes devaient pitcher le projet et évoquer leurs problématiques.

ficier de l'intelligence collective et d'un accompagnement. On peut tester et se mettre dans la peau de l'utilisateur », se réjouit-elle.

« Rechallenge notre projet »

Chacune des cinq équipes avait deux minutes pour présenter son pitch et soumettre ses questionnements et difficultés aux autres, de manière à faire émerger des solutions. « Comment communiquer de manière à inciter les gens à venir nous voir ? », interroge Yanis Taieb. Le trentenaire est le cofondateur d'Ho Carré, une plateforme digitale visant à faciliter le circuit court agroalimentaire entre producteurs et commerçants. « Les gens qui sont dans le rural font des journées de 16 ou 17 heures. Il faut opter pour le démarchage

physique », lui répond-on d'un côté de la salle. « Moi je suis du Cap. Je sais que si vous n'allez pas voir les gens, ça ne fonctionnera pas ! », entend-on par ailleurs.

Participation aux foires, création de micro-événements : telles sont les solutions évoquées pour doper l'entreprise. « Ça nous permet de rechallenge notre projet, d'optimiser notre design, notre positionnement », explique Yanis Taieb. Établi à Porto-Vecchio, l'ancien restaurateur et ses associés assurent qu'ils commencent à se développer sur le continent.

Les entrepreneurs sont encadrés par des coaches, spécialisés dans l'encadrement de start-up. C'est le cas de Mélanie Tisnié-Versailles, directrice du laboratoire d'innovation Lune bleue et Emmanuel Bobin, à la tête du laboratoire spécialisé Open Tourism Lab. Leur rôle ? « Apporter

une méthodologie », assurent-ils. « Certaines études, certains signaux faibles, montrent qu'on s'achemine vers une autre forme de tourisme. Il y a par exemple un refus de certains modes de mobilité polluants », assure Emmanuel Bobin, pour qui il faut savoir capter cette demande. « Aujourd'hui, on peut créer des projets en Corse. Il faut conserver cette dynamique ».

Autant de projets destinés à sortir d'un modèle reposant sur l'hyperconsommation et la saisonnalité. « On essaie de faire de l'entrepreneuriat à impact », explique Jean Leccia, directeur de Corsican Tech, et de l'association Emaho, à l'initiative du programme. « L'idée, c'est aussi de donner confiance au territoire, et de dire : on peut le faire ! Allez-y ! »

LAETITIA GIANNECHINI

Tourisme : accélérer la transition écologique des structures



Les déchets ont été au cœur d'un atelier.

S.O.



L'office de tourisme et Yeswegreen veulent inciter les novices à entrer dans la démarche de transition écologique. DOC CM

Tourisme durable. L'expression est à la mode mais peut paraître nébuleuse. À Bonifacio, l'office municipal de tourisme (OMT) a choisi de s'en emparer il y a de longs mois déjà, et depuis l'an dernier, la structure accompagne restaurants, hôteliers et autres professionnels partenaires dans leurs démarches de transition écologique et environnementale, notamment grâce au fonds tourisme durable mis en place par l'Ademe dans le cadre du plan France Relance.

Ces derniers mois, 143 000 € d'aides ont déjà été versées à sept structures ayant déposé leur dossier par le biais de l'office de tourisme : « C'est une mobilisation très concrète pour accompagner ces professionnels. Quand on pense transition écologique, c'est d'abord le tri qui vient à l'esprit, mais c'est très loin de s'y limiter. Il s'agit de transformer des pratiques touristiques de manière durable et pour cela, il faut pouvoir s'appuyer sur des compétences, des retours d'expérience, une ingénierie... », explique Nathalie Buresi, la directrice de l'office.

Près d'elle, Karine Nieg du cabinet Yeswegreen qui sous-traite l'accompagnement, acquiesce : « C'est un véritable investissement de la part des professionnels, cela demande du temps, de l'énergie, de repenser parfois une grosse

partie de son établissement ou de sa façon de travailler. C'est en cela qu'il est important d'être présent auprès des professionnels du tourisme. »

Mais avant cela, il faut convaincre. Trente-trois professionnels ont été accompagnés, à des niveaux différents, par le dispositif, ils devraient être une centaine en tout à la fin du programme « grâce à la logique de réseau et à la dynamique qui s'est mise en place. On sent une vraie progression dans la démarche, y compris au niveau des institutionnels qui nous accompagnent », affirme Karine Nieg. Pour achever d'amener les établissements de la ville à adhérer à la démarche, des ateliers de travail et d'échanges ont été mis en place, « ce qui permet à tout le monde d'avoir des interlocuteurs institutionnels ou adhérents, qui donnent des clefs ou des retours d'expérience ».

« Avoir des réponses concrètes à nos questions »

D'où des ateliers organisés récemment pour présenter le dispositif à ceux qui ne le connaissent pas, et pour évoquer des thématiques précises autour de la communication envers les clients, des déchets ou encore des circuits courts, avec pour ob-

jectif de trouver des solutions de manière collégiale. « Il y a une vraie volonté de bien faire, mais nous avons besoin de concret et que les idées se matérialisent, en particulier sur des problématiques comme celle des déchets », estime Antonella Vittl. Son camping, Pian del Fosse, qui a obtenu l'Ecolabel, est engagé dans des démarches environnementales depuis 2016, « par conviction, et le fonds tourisme durable nous projette encore davantage dans l'investissement ». Elle juge toutefois que cet engagement « très personnel » n'a pas forcément de retour financier : « Il y a sans doute un travail à faire sur la mise en valeur des établissements qui jouent le jeu et s'attachent à en faire toujours plus. » De son côté, l'office a souhaité faire intervenir les institutionnels comme la communauté des communes - qui gère les déchets - « de façon que les différentes parties se rencontrent et sachent à quelques problématiques les uns et les autres font face », détaille Nathalie Buresi.

Il s'agit aussi de convaincre ceux qui ont été plus longs à venir à la démarche, « et c'est vrai que les retours d'expérience des uns et des autres nous aident à nous projeter et à voir quelles solutions concrètes et rapides nous pouvons mettre en œuvre », ana-

lyse Ninette Simoni-Ducos. La propriétaire du Best Western Roy d'Aragon s'avoue novice dans la démarche, mais « boostée par les autres ». Et surtout déjà prête à proposer des aménagements dès la réouverture en avril prochain : « J'ai commencé à en parler avec le personnel pour les sensibiliser aux bons gestes quotidiens afin qu'ils deviennent automatiques. Nous avons aussi entrepris de travailler sur notre consommation énergétique avec le remplacement du système de climatisation ou de l'éclairage, par exemple. Les problématiques liées à l'eau, à la végétalisation ou encore à l'utilisation de contenants durables pour les produits de toilette sont aussi dans le cahier des charges. Cette démarche s'inscrit dans une volonté personnelle, liée à notre situation dans Bonifacio, et à une volonté du groupe auquel appartient l'établissement. Les deux se rejoignent et c'est aussi porteur de sens ».

L'office et Yeswegreen continueront leur travail auprès des professionnels pendant de longs mois, « en allant dans la profondeur des choses. Il ne s'agit pas juste d'un affichage et nous avons besoin de remontées de terrain pour améliorer la prise en charge et la démarche de chacun avec des solutions concrètes ».

SANDRINE ORDAN

ECHO TOURISTIQUE DU 10 FEVRIER

PRESIDENTIELLE : LES 10 PROPOSITIONS DE L'ALLIANCE FRANCE TOURISME

<https://www.lechotouristique.com/article/presidentielle-les-10-propositions-de-lalliance-france-tourisme>

10 propositions, qui répondent à 5 enjeux identifiés par les membres de l'Alliance France Tourisme (AFT), qui partagent « l'objectif commun de disposer d'une stratégie nationale à horizon 10 ans visant à redonner à la France sa place de leader mondial d'un tourisme d'excellence ».

D'abord, afin d'« ériger le tourisme au rang de priorité nationale pour en faire une véritable industrie d'avenir », l'AFT propose de « déclarer, soutenir et accompagner l'indispensable transformation numérique du secteur » et de « bâtir la souveraineté numérique nationale pour protéger les données et les entreprises françaises ». Le cercle invite également à « repenser la gouvernance du tourisme » pour plus d'efficacité, en « déployant une gouvernance solide » capable d'organiser le dialogue entre les instances du secteur, et de « créer un guichet unique des services de l'Etat pour les professionnels du tourisme » au sein des préfectures.

Des propositions sur l'emploi dans le tourisme

Pour « réinventer l'offre touristique sur l'ensemble du territoire », l'AFT suggère de « repositionner et moderniser les lieux touristiques existants » et de « structurer l'offre de services et rendre accessible les destinations du territoire ». Pour favoriser une relance durable du secteur, l'AFT conseille de « soutenir les entreprises à poursuivre les investissements », et de « restructurer la dette Covid et faciliter l'apport de fonds propre ».

Les membres du cercle se sont également penchés sur un sujet sensible pour l'industrie, à savoir l'emploi. Ainsi, l'AFT pense qu'il faut « former, employer et donner l'envie d'entreprise » dans le tourisme, avec deux leviers : la création d'un « système éducatif d'excellence de niveau international et doté de formations trans-sectorielles », et la fidélisation des salariés.

Des mesures urgentes, donc (restructurer la dette Covid) et d'autres plutôt pensées pour l'avenir (création d'un système éducatif d'excellence) qui pourraient, selon l'AFT, inspirer les candidats à l'élection présidentielle. Lesquels n'ont encore jamais évoqué le sujet du tourisme en détail, sauf (un peu) à travers la mobilité.



Atc.corsica

Site professionnel du tourisme Corse